

DESTRUCTION DE L'EMPLOI PUBLIC

**STOP
à la
CASSE**

L'Éducation, première victime

Les suppressions de postes sont d'une ampleur inégalée

À la rentrée 2011, ce seront 16 000 emplois qui disparaîtront.
Ils s'ajouteront aux 16 000 de l'année précédente.
Les conséquences de ce plan de destruction de l'emploi public sont connues.
Elles frapperont le service public d'Éducation.
L'enseignement privé, avec l'aide des députés de l'UMP, voit ses crédits abondés
sur fonds prélevés sur l'enseignement public.

Des conséquences catastrophiques

Augmentation des effectifs par classe ; baisse importante de la scolarisation des deux ans ;
disparition des dédoublements en technologie, en disciplines expérimentales, en langues ;
remplacements non assurés... Chaque rentrée est de plus en plus difficile à assurer dans les écoles,
les établissements, les services. Le gouvernement fait le choix d'accroître les inégalités.

Les annonces pour les médias la casse pour les personnels et les usagers

De 2007 à 2013, si rien ne change, plus de 100 000 emplois auront été supprimés.
Le service public d'éducation, au nom de la « rentabilité » et de la « performance », est asphyxié.
L'UNSA Éducation exige un moratoire sur les suppressions d'emplois.
La RGPP doit être stoppée. Le ministre de l'Éducation nationale n'en finit plus de faire des annonces
dans tous les sens. Ce rideau de fumée médiatique ne vise qu'à esquiver la minutieuse casse
du service public d'éducation.

Dans l'action pour l'éducation

Des enquêtes internationales et des rapports officiels montrent pourtant que le système
éducatif doit changer pour corriger les injustices.
Ils ont mis en évidence que les moyens manquent dramatiquement.

le 19 mars

**La mobilisation doit s'amplifier
contre une politique nocive
à l'égard du Service public.**

**C'est une question de justice sociale
et d'égalité.**

UNSA
éducation
www.unsa-education.org